



Nanterre, le 29/08/2024

Communiqué intersyndical

C'est une rentrée scolaire inédite qui se présente, avec une ministre de l'Education nationale démissionnaire. Dans le département des Hauts-de-Seine, dans le premier degré, la crise du recrutement qui perdure promet une fois de plus de nombreux postes seront vacants dès la rentrée. Cette année encore le manque de remplaçant·es va peser sur la vie des écoles en dégradant les conditions d'apprentissage de nos élèves et de travail des enseignant·es de notre département... Cette situation ne fera que renforcer le problème de l'attractivité de notre métier, mais aussi de notre département.

Si certaines mesures du « choc des savoirs » ont été repoussées à 2025 (nouveaux programmes, manuels labellisés), le gouvernement continue d'en appliquer : les groupes de niveaux au collège et, en élémentaire, les évaluations nationales à tous les niveaux devenues clé de voûte d'un contrôle généralisé sur les pratiques professionnelles des enseignant·es. L'école ne doit pas devenir une institution aux pratiques uniformisées décidées d'en haut.

L'absence de volonté politique de reconstituer les RASED décimés il y a 15 ans, le renoncement aux PDMQDC sans aucun bilan, le manque criant de PE et d'AESH, le non-remplacement, tout cela dégrade les conditions de scolarisation des élèves et de travail des personnels. De plus, l'inclusion se fait à marche forcée sans moyens réels pour mener à bien l'ambition d'une école pour toutes et tous.

La dotation de notre département pour la rentrée 2024 est de moins 40 postes. La DSDEN justifie cette dotation négative par la baisse démographique, prévisions très erronées l'an dernier. Lors du CSA de juillet le DASEN a présenté 36 fermetures de classes s'ajoutant au 171 déjà actée au mois de janvier. L'ensemble des organisations syndicales ont voté contre le projet de carte scolaire car un plan d'urgence est indispensable pour améliorer les conditions de travail et d'enseignement, pour assurer les remplacements, pour permettre de faire réussir tous les élèves avec des moyens à la hauteur des enjeux.

Nos organisations syndicales exigent :

- **L'ouverture des classes et l'abandon des fermetures partout où cela est nécessaire.**
- **Le recrutement des AESH nécessaires pour assurer l'accompagnement de tous les élèves en situation de handicap.**
- **Un recrutement des enseignants à la hauteur des besoins, avec une formation initiale à la hauteur des enjeux.**
- **L'abandon des mesures concernant les évaluations nationales standardisées.**

Nos organisations syndicales départementales ont déposé un préavis de grève pour la semaine de la rentrée, des préavis nationaux s'étendent sur tout le premier trimestre.

Nos organisations syndicales vous invitent à une réunion d'information syndicale en visio le mercredi 4 septembre de 13h00 à 15h00
(le CSA de carte scolaire se tiendra le jeudi 5 septembre).

<https://snu2.fr/3Xmil8X>

